

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 565 22 avril 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

INTERRUPTION : Nous nous excusons d'une interruption récente et indépendante de notre volonté dans la diffusion de TOCQUEVILLE MAGAZINE. Nous reprenons la parution régulière sur le net tous les mardi.

SAINT AUGUSTIN : Le Nouveau Testament est latent dans l'Ancien et l'Ancien est patent dans le Nouveau.

EDITO

LE « MIRACLE » NOUVEAU ZELANDAIS

Sir Douglass fut ministre des finances de la Nouvelle-Zélande pendant plusieurs années et vient de passer quelques jours à Paris. Il a donné, avec beaucoup de simplicité, quelques éléments sur la méthode qui a permis de libérer ce pays d'une partie du socialisme qui le ruinait. C'était d'autant plus méritoire de la part de cet ancien ministre des finances qu'il appartenait au parti travailliste et, donc, qu'il a dû réaliser avec ses amis une vraie reconversion intellectuelle.

Pour les privatisations, par exemple celle des chemins de fer, on a confié tous les postes d'administrateur à des personnes privées et pas du tout à des fonctionnaires. Dans les chemins de fer justement, les effectifs sont passés de 20 000 à 5000 grâce à la recherche ardente du profit et à une amélioration de la qualité. Pour supprimer les privilèges il a fallu aller très vite et frapper simultanément partout. La raison est que tout le monde a observé que les privilèges des autres disparaissaient simultanément et que personne ne pouvait être jaloux. L'agriculture vivait pour un tiers de subventions et se mourait en silence de ces subventions. Elles ont été supprimées d'un seul coup et l'agriculture est devenue très vite bien plus prospère, grâce à la liberté retrouvée des agriculteurs.

Il avait eu le temps d'apercevoir, disons avec modération, les « travers et tics » de l'équipe actuelle en France. Sans rire, il précisa que le gouvernement Néo-Zélandais avait été d'une parfaite cohérence et n'avait fait preuve d'aucun désordre ; cela a donné confiance et crédibilité. Il a ajouté, en souriant finement, que le pouvoir avait agi dans le plus grand calme et, enfin, qu'il ne fallait jamais revenir sur une mesure. Cela signifie, en toute logique qu'il faut bien calculer ses coups avant de les lancer. Tout est encore possible en France, mais bien entendu il ne faut pas croire à une quelconque et fausse exception française qui empêcherait la rupture nécessaire.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES FROMAGES DORES

Le poste de sénateur est une des niches les plus brillantes et les plus fructueuses de la « République Fromagère ». Madame Voynet avait promis que, si elle était élue maire de Montreuil, elle démissionnerait de son poste de sénateur. La promesse n'a duré que l'espace d'un instant. La dame était, certes, un petit peu gênée pour annoncer qu'elle conserverait les deux postes en même temps. Elle explique le honteux cumul par la nécessité de

l'efficacité et ajoute : « je ne tiens pas à cumuler mais j'assume cet inconfort par rapport à mes convictions. Ma ville aurait été affaiblie si j'avais abandonné mon mandat de sénateur. Ce serait déraisonnable de ne pas cumuler dans cette période mais je préférerais ne pas avoir à le faire ».

En d'autres termes : « plaignez moi d'avoir la rude obligation d'être aussi fortunée ».

MOHAMMAD YUNUS

Ce personnage est le créateur du micro crédit au Bangladesh. Comme nous l'avons déjà signalé, il s'agit de tout petits crédits accordés à des personnes qui en général sont exclues du système bancaire. Cela a fort bien fonctionné au Bangladesh et il y a fort peu de sinistres. Les clients par exemple peuvent emprunter 100 € pour acheter un étal et présenter leurs marchandises. Depuis lors le système s'est fortement développé dans le monde entier et, même, dans des pays à l'économie très avancée comme la France et les États-Unis

Le créateur a obtenu le prix Nobel. Bravo. La difficulté est qu'on le présente comme quelqu'un modifiant le capitalisme. Ce n'est pas du tout vrai car le capitalisme est justement le système qui fait naître les innovations et qui les généralise : jamais un pouvoir socialiste n'aurait pu imaginer une innovation de ce type est la généraliser Dans la mesure où, dans le micro crédit il y aurait le jeu de la charité, ce n'est pas non plus contraire au capitalisme

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

ENFANTS DE LA SECU

Bravo, en particulier pour votre suggestion de rendre aux familles les impôts et charges sociales..

Bernard Mitjavile

LE BAPTEME

Le journaliste italien d'origine égyptienne et (ex-) musulman Magdi Allam, directeur-adjoint au *Corriere della Serra*, vient d'être baptisé catholique par le pape Benoît XVI à l'occasion des fêtes de Pâques :

"Je réalise ce à quoi je m'expose mais je vais faire face à mon destin la tête haute et avec la force intérieure de quelqu'un qui est sûr de sa foi" a-t-il déclaré dans une interview au *Corriere della Sera*.

En effet, l'apostat Christian Allam et par ailleurs grand pourfendeur de l'islam risque sa vie d'autant plus que, selon lui, *"La racine du Mal est innée dans un islam physiologiquement violent et historiquement conflictuel"*.

Comme nul n'en ignore, cette opinion est de moins en moins isolée et semble même gagner les esprits musulmans les mieux éclairés : finalement, l'islam serait-il autre chose qu'une religion de paix et de tolérance ?

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 21 AVRIL 2008

FAIM ET DIRIGISME

Brusquement, comme à la manoeuvre, la presse et les médias mondiaux s'emparent du problème de la faim. Cette uniformité dans l'information est dérisoire et pénible, mais l'on est bien obligé de la subir. Il y a déjà longtemps que le problème existe et il est simplement aggravé par la hausse de certains produits alimentaires, ce qui n'enlève rien à l'ancienneté du mal. L'analyse est compliquée par la disparité des situations et des historiques : quel rapport entre le Zimbabwe, le Cambodge, le Kenya et le Mozambique ? Il existe, toutefois, un fil conducteur que personne ne met en lumière : c'est l'intervention abusive des Etats.

Cela commence par le sommet, c'est-à-dire les organismes internationaux représentatifs et instruments de la véritable dictature mondiale en installation permanente. Il est notoire que la FAO, censée lutter contre la faim, ne sert à rien, sinon à l'enrichissement de son personnel. Il en est de même des branches d'autres organismes dans la mesure où elles se consacrent à l'agriculture. La catastrophe se reproduit à tous les échelons des Etats eux-mêmes : j'ai montré que chacun des « paysans » que l'on n'a pas encore viré à l'aide sociale en France supporte sur ses épaules un bureaucrate qui travaille vaillamment au chaud ses 32 heures la semaine !

Une évidence d'abord doit être indiquée même si cette évidence n'est pas soulignée par les médias. La terre peut nourrir des milliards d'hommes sans problème et l'Afrique, en

particulier, victime abusive de la faim aujourd'hui, a toutes les ressources pour nourrir tout les africains. Le seul problème ce sont les Hommes de l'État, qui dans le monde entier agissent dans le cadre du dirigisme planétaire et génèrent la faim à la fois par leurs prélèvements abusifs et par leurs réglementations.

Un signe de dirigisme planétaire se trouve dans la corruption. Celle-ci est d'autant plus importante que les organismes sont vastes. L'ONU en est un exemple. La secrétaire générale adjointe chargée du contrôle vient d'indiquer : « Nous ne nous attendions pas à découvrir un tel niveau de corruption ». Les enquêteurs ont mis au jour 190 dossiers attestant une corruption largement répandue et intrinsèque au sein des missions de paix au Congo et en Haïti, pays que la faim n'épargnent pas. L'enquête établit qu'une trentaine de contrats sont frappées de fraude et de corruption soit 610 millions de dollars sur 1,4 milliards de contrats conclus depuis 2001. La dame est dotée d'un budget de 17 millions de dollars pour lutter contre la corruption : plus il y aura de corruption plus elle-même s'enrichira et elle est, par sa présence même et à due concurrence, l'une des causes de la faim dans le monde.

La corruption gangrène aussi tous les circuits de l'aide étatique aux peuples qui ont faim. Cette aide disparaît dans les sables de l'utilisation malhonnête de l'argent distribué ; très souvent d'ailleurs celui-ci revient sous diverses formes irriguer les pays donateurs. La corruption détruit l'argent, certes, et détruit aussi la morale : le retour de la morale est nécessaire pour donner à manger aux pauvres.

Les gigantesques impôts nécessaires pour « nourrir » les bureaucraties interétatiques et étatiques dans le monde entier provoquent « l'effet de ruine » et, comme il est de règle, ce sont les pauvres qui souffrent le plus de la dégradation de l'économie et, parmi eux, ceux qui ont faim.

À la corruption et aux impôts, s'ajoutent les multiples réglementations qui s'abattent sur l'activité agricole en détruisant les informations et décisions qui résulteraient de l'action du marché libre. Les organisations internationales imposent des quotas de pêche qui, apparemment, sont censées protéger le renouvellement des espèces, mais qui en fait répondent simplement au bon plaisir momentané des politiques souvent actionnés par des lobbys : empêcher la pêche fait partie de la culture de mort.

Il en est de même des jachères ; ce n'est que tout récemment que l'Europe a reconnu qu'elle avait eu tort d'imposer la mise en jachère d'une grande partie du territoire européen : il s'agit d'une pratique tout à fait malthusienne que certains pourraient même qualifier de crime contre l'humanité. Il est facile d'apercevoir à cette occasion un mal intrinsèque des réglementations : échappant par nature aux indications multiples et permanentes des marchés libres, elles diffusent sur des décennies leurs effets délétères et mettent encore plus de temps à les réparer : combien faudra-t-il de temps pour que les territoires en jachère redonnent des productions valables ? Et, quand on s'aperçoit trop tard que le modèle a des défauts, on impose par la force un autre modèle, comme les efforts dérisoires et récents en Europe pour une agriculture que l'on baptise à la hâte du nom porteur d'agriculture biologique.

La voracité des Hommes de l'État empilés dans des organismes multiples s'est accompagnée de la volonté fixe d'orienter le monde entier sur une seule forme d'agriculture inspirée de l'agriculture généralement utilisée dans les plaines américaines ; cette forme d'agriculture est fort sympathique, mais il en est des milliers d'autres possibles. Chaque pays et, dans chaque pays, chaque territoire peut avoir sa forme d'agriculture, les ajustements multiples devant se faire dans le cas du marché libre. À titre d'exemple, les agriculteurs polonais, s'ils ne résistent pas au pouvoir totalitaire européen, vont être punis sévèrement par la communauté européenne pour leur agriculture jugée rétrograde : nous avons entendu des eurocrates les traiter avec mépris parce qu'ils continuent encore à cultiver avec des chevaux !

Le résultat inévitable de toute cette construction bureaucratique est que des populations ont été conduites par dizaines de millions à quitter leurs cultures ancestrales pour aller s'entasser dans des bidonvilles dans l'attente d'une manne alimentaire extérieure et il se trouve, justement, que la hausse des matières premières les frappe de plein fouet. Quand les USA subventionnent leurs agriculteurs, souvent hélas pour des raisons électorales, et inondent les pays africains de distributions de blé, cela rend obsolètes les cultures vivrières en Afrique et accélère la fuite dans les bidonvilles à la recherche des secours internationaux. Un empereur romain s'était plaint de ce que les distributions de blé à la plèbe réduisait la production agricole.

C'est tellement visible que lors d'une décision d'augmenter les aides aux agriculteurs américains, il y a quelques années, Le Washington Post a écrit : « La nouvelle loi va aggraver la situation des pays pauvres exportateurs ». Nancy Birdsall, directrice du Center for Global Développement, institut de recherche de Washington, a déclaré : « La mesure est très défavorable pour les pays en développement » et encore : « Elle montre avec éclat que les considérations d'ordre politique priment sur tout le reste et quand il y a des conséquences involontaires pour des pays qui n'ont pas vraiment leur mot à dire, c'est vraiment dommage »

La vraie méthode pour nourrir les milliards d'hommes est de leur laisser la liberté de cultiver dans le cadre des marchés comme ils l'ont fait pendant des millénaires et de ne pas les ruiner par des charges étatiques dont le seul effet est l'enrichissement des Hommes de l'État.

Plusieurs « sommets » de l'alimentation ont eu lieu. Le deuxième sommet mondial a réuni, en 2002, 180 pays à Rome : fêtes et richesse pour les délégués et inefficacité garantie pour les affamés de toute la terre. J'ai déjà dénoncé ces « sommets » qui réunissent d'une façon fastueuse ceux là même qui sont à l'origine du mal que l'on prétend conjurer.

Bien entendu, si l'agriculture était libérée, il n'y aurait plus nécessités de « sommets », ni « d'assises » ni de « grenelles, » ni d'autres parlottes avec les fêtes en conséquence.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

LIRE

PARLOTTES ET FETES,

Divertissements pour accompagner le désastre français

Auteur : Michel de Poncins

**François-Xavier éditeur
Pour le commander**

[ici](#)

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (C L E)
(Association de la loi de 1901)
5, rue Dufrenoy 75116 PARIS**

C O M M U N I Q U É

NOUS AVONS L'HONNEUR DE VOUS INVITER

A LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU

**LE VENDREDI 25 AVRIL 2008 À 18 H 30 SALLE DE L'ASIEM
6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS.**

**MONSIEUR OLIVIER MERESSE, CONSULTANT EN STRATÉGIE,
TRAITERA LE SUJET SUIVANT**

« LES ENTREPRISES EN GUERRE CONTRE L'ÉTAT »

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Chacun connaît la guerre ouverte par les Hommes de l'Etat contre les entreprises et, ceci, sous tous les gouvernements quels qu'il soient. L'orateur montrera comment il conseille aux dirigeants d'entreprise de prendre eux-mêmes l'offensive et comment -ainsi que pourquoil se trouve que cela marche.

Participation aux frais 10 €; adhérents de CLE : Entrée gratuite

CITATIONS

MONTESQIEU :

« Une injustice faite à un seul est une menace faite à tous »

Adam SMITH :

« En raison des impôts le fermier français craignait d'avoir une bonne paire de chevaux ou de bœufs, mais s'efforçait de cultiver avec les instruments les plus minables et les plus pitoyables qu'il le pouvait ».

VOLTAIRE :

« Le paysan anglais ne craint pas d'accroître son cheptel, ni de couvrir son toit de tuile de peur que ses impôts ne soient augmentés l'année d'après ».

Ces deux dernières citations rappellent que « trop d'impôt tue l'impôt »

REVUE DE PRESSE

LA CORRUPTION FRANCAISE

D'après les études américaines la France est un des pays les plus corrompus du monde et est fort mal placée dans l'échelle que l'on dresse à cet égard pour comparer les pays. L'affaire UIMM jette une lumière étrange sur ces données.

Un ancien attaché parlementaire d'un sénateur aujourd'hui décédé a affirmé dans un entretien à l'hebdomadaire Marianne que des amendements venant au Sénat en 2004 avaient été votés en échange de contreparties financières.

Il a ajouté : « Oh oui je n'ai aucun doute. Ces amendements se monnaient. À l'époque, tout le monde savait et disait qu'il y avait du cash qui circulait derrière ces histoires d'amendement. C'était une évidence que tout le monde faisait hier officiellement d'ignorer »

Bien entendu, nous n'attachons aucune importance à ces fables : les sénateurs sont déjà immensément riches par leur statut et non pas du tout besoin d'argent qui circule dans des enveloppes.

SECURITE SOCIALE

La presse dit souvent que la sécurité sociale est un navire qui vogue sans capitaine et sans boussole sur une mer agitée. N'étant pas gérée, elle est en perpétuel déficit et le gouvernement, dans l'affolement général, cherche tous les moyens de l'équilibrer et sans évidemment pouvoir y arriver jamais faute de la gérer. Nous avons connu, récemment la taxation de 1 € sur certaines visites de médecins ainsi que la suppression du remboursement de certains aspects de la médecine comme l'ophtalmologie.

Madame Bachelot, ministre de la santé, a montré le bout de l'oreille en indiquant qu'elle demanderait davantage aux complémentaires santé. Cette horreur qui se prépare veut dire qu'à côté de la sécurité sociale l'on bâtirait un autre édifice ruineux qui sont les complémentaires santé supposées pallier les insuffisances de la première.

LA CORRUPTION A L'ONU

Il est connu que la corruption qui est un des défauts majeurs des prétendues démocraties est d'autant plus importante que les organismes sont vastes.

L'ONU en est un exemple. La secrétaire générale adjointe chargée du contrôle indique aux medias : « nous ne nous attendions pas à découvrir un tel niveau de corruption ». Les enquêteurs ont mis au jour 190 dossiers attestant une corruption largement répandue et intrinsèque au sein des missions de paix au Congo et en Haïti. »

L'enquête établit qu'une trentaine de contrats sont frappées de fraude et de corruption soit 610 millions de dollars sur 1,4 milliards de contrats conclus depuis 2001.

La dame est dotée d'un budget de 17 millions de dollars pour terminer la corruption : plus il y aura de corruption plus elle-même s'enrichira.

LES BREVES

LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

La richesse personnelle indue que s'approprient les hommes de l'État se manifeste d'abord par leur statut tout à fait fastueux. Mais se traduit aussi par leur nombre tout à fait excessif.

À titre de comparaison la France compte 581 collectivités territoriales par million d'habitants alors qu'il n'y en a que 155 en Allemagne.

LE SMIC CHEZ LES ALLEMANDS

C'est une mauvaise nouvelle pour l'industrie française : le SMIC a de la peine à s'installer en Allemagne. En effet un mouvement récent visait à généraliser le SMIC ; mais les Allemands et même dans les milieux syndicaux savent bien que l'instauration d'un SMIC ne tarderait pas à augmenter le chômage et à nuire à la compétitivité de l'industrie allemande. C'est pour cela que beaucoup de branches de l'industrie refusent l'instauration d'un SMIC. Quel rapport avec la France ? Il est clair que si le SMIC se généralisait en Allemagne la force concurrentielle de la France serait plus forte dans ce pays.

LA DEROUTE DANS LES BANLIEUES

Il y a environ 500 villes qui ont pris leur indépendance ; elles constituent des sortes de petites principautés soumises à la trique cruelle des dealers. Elles rassemblent plus de quatre millions d'habitants. Si la police y pénètre, cela déclenche des émeutes comme on l'a vu récemment. Un progrès est apparu lors des émeutes de Villiers-Le-Bel : les émeutiers ont tiré sur la police avec des armes de guerre.

Une nouvelle étape vient d'être franchie. En Seine-Saint-Denis, un immeuble est déserté par ses gardiens qui n'en peuvent plus de recevoir des coups.

EDUCATION NATIONALE

L'on sait que le désastre de la prétendue éducation prétendue nationale repose justement sur sa nationalisation qui empêche d'apporter de véritables réformes.

En particulier, il serait impératif que la totalité des professeurs enseigne au lieu de camoufler leur présence dans des occupations syndicales ou tout simplement dans une absence d'affectation.

Il est évident que la liberté de l'enseignement avec son corollaire la privatisation permettrait de porter remède à cette situation intolérable.

Au total 30 000 professeurs n'enseignent pas.

Tout processus de privatisation coupe les dépenses de moitié tout en améliorant la qualité. Pour mémoire, l'ensemble des dépenses de l'éducation nationale en France représente environ 117 milliards d'euros ; économiser la moitié de cette somme aurait un effet considérable sur l'enrichissement national.

LE F.M.I.

Et il se trouve que le F.M.I. est dirigé actuellement par un socialiste réputé, DSK, qui a fait grand mal à la France quand il était ministre des finances.

Le problème actuel c'est que le fonds regorge d'argent mais qu'il n'a plus de clients.

Or ce fonds ruine l'ensemble de la planète par les prélèvements fiscaux qui sont nécessaires pour l'alimenter.

Croyez-vous qu'il va être supprimé ? Les paris sont ouverts.

LES SUBVENTIONS

Si un gouvernement de droite arrivait aux affaires, il supprimerait la totalité des subventions mais pas simplement les plus idiotes ou les plus ridicules. Pour l'édification de nos lecteurs voici quelques unes des subventions que distribue conseil régional d'Île-de-France.

20 000 € attribués à la société française d'odonatologie pour la réalisation de l'inventaire des Libellules en Ile-de-France.

7 500 € pour une thèse sur la transformation des formes d'autorité chez les Inuits du Nunavik.

7 500 € pour l'étude sur l'histoire de la chevelure et de la pilosité.

Nous arrêtons là cette énumération.

BERLUSCONI

Berlusconi a gagné les élections dans une confortable majorité. Bravo. Ceci étant dit, il est à craindre qu'il ne change vraiment rien en Italie. Lors de ses précédentes de prises de pouvoir il avait fait de beaux discours, de belles parlottes comme un certain président de la

république que nous connaissons mais il n'avait pas fait de véritables réformes et il n'avait pas libéré l'Italie de ses démons qui sont au moins aussi terribles que ceux qui saisissent la nation française. Son programme d'ailleurs ne promet rien de décisif.

UNESCO

Sarkozy a proposé d'inscrire au patrimoine mondial de l'humanité la cuisine française. Nos lecteurs savent le mal que l'on peut penser de cette organisation de l'Unesco qui prétend inscrire au patrimoine mondial ceci ou cela et dont l'objectif unique est l'enrichissement personnel des fonctionnaires de l'Unesco qui s'en occupent. La nouveauté est que l'on inscrit des biens immatériels et la cuisine française est manifestement un bien immatériel. Le résultat sera-t-il de figer cette cuisine française dans un perpétuel recopiage en boucle ? En tout cas, ce sera de bons déjeuners en perspective pour les fonctionnaires de l'Unesco

DOCUMENTS

Nous transmettons les documents tels que nous les recevons et ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Chers amis

Nous vous proposons, pour paraître, sur vos sites le texte ci-dessous.

Bien cordialement.

L'UNION MEDITERRANEENNE, LE GADGET DISPENDIEUX.

Chronique de l'association des contribuables d'Aubagne (Gabriel Lévy)

Le 11 avril 2008.

Faut-il le répéter ? l'Union Méditerranéenne est une entreprise coûteuse. Elle l'était avant de naître, elle le sera à partir de juillet 2008 lorsqu'il faudra assurer ses dépenses de fonctionnement, et elle deviendra d'un prix insupportable, à la mise en oeuvre du moindre projet « labellisé union méditerranéenne (Label Med) » (1).

1- D'ores et déjà, la passion des réunions s'est emparée des exécutifs locaux. « Marseille (organise) en collaboration avec la Région PACA, le 1^{er} forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée les 22 et 23 juin 2008 ». Son but : « faire des propositions

pour « mettre en œuvre un développement humain harmonieux et durable » en Méditerranée ». Les dépenses incomberont aux collectivités loco-régionales invitantes qui s'estiment pourtant exsangues malgré des budgets en augmentation constante depuis 5 ans.

Ces mêmes collectivités ne sont pas économes lorsqu'elles s'offrent, pour annoncer ce raout, des pleines pages de publicité dans les principaux quotidiens de France. Deux millions d'euros probablement dépensés, sans autre utilité que celle de flatter des dirigeants pour leur vision chimérique d'un « développement humain harmonieux », chimère pour laquelle le président de la région PACA ne fait pas dans la mesure en préconisant la mise en œuvre « d'un véritable plan Marshall ».

Les dépenses qui ont été consacrées par la Mission parlementaire aux travaux préparatoires ne sont certainement pas négligeables : des réunions de juillet à décembre 2007, le déplacement, pour les auditionner, de 22 personnalités dont MM. Boutros Boutros-Ghali et Shimon Peres, la rédaction d'un document de 187 pages (1) dont il ne restera probablement quasiment rien.

Le 13 juillet 2008, le gouvernement français réunira à Paris 47 délégations pour préparer l'organisation de cette Union de la Méditerranée. Cette réunion fera encore l'objet de dépenses d'hébergement pour environ 200 participants.

Toutefois, l'inutilité de cette conférence est déjà évidente. En effet, « sans attendre son lancement officiel en juillet, la Commission (européenne) présente aujourd'hui plusieurs projets » (2). L'Union Européenne estime devoir, d'ores et déjà, « livrer clés en main une partie du produit, avant même que les questions institutionnelles, les plus sensibles, soient abordées ». Elle préfère « s'appuyer sur les réalisations des organismes existantes (le processus de Barcelone) », et privilégie des liens directs commerciaux, sécuritaires et financiers avec le Maroc.

2- Si le rapport parlementaire était adopté, le fonctionnement prévu engendrerait des coûts très élevés : « un « G.Med », sommet des chefs d'Etats et de Gouvernements, calqué sur le format des réunions du G8 », « un volet parlementaire », « une Agence de la Méditerranée », comprenant « un Comité directeur et un comité opérationnel », ces derniers devant procéder à « une consultation régulière du Forum de la Société Civile ». Pour éviter ce foisonnement coûteux, nos partenaires européens préfèrent s'en tenir à « un secrétariat spécifique » et poursuivre le processus de Barcelone, qui ne génère qu'une augmentation modeste des dépenses.

3- Le coût des projets « labellisés union méditerranéenne (Label Med) »

La Mission parlementaire cite, dans sa proposition n°4, de « très nombreux secteurs de la vie quotidienne » qui pourront faire l'objet du Label Med, mais « accorde la priorité à l'eau, l'environnement, les échanges culturels et de savoirs ».

Comment financer ces projets ? s'interroge la Mission. Elle admet l'existence actuelle « de financements considérables ». Ainsi, quatorze pays (Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie, Jordanie, Liban, Syrie, Yémen, Territoires palestiniens, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie-Monténégro, Turquie) ont reçu de 2000 à 2005, 6,5 milliards de dollars par an, soit 39,58 milliards (3). Le rapport reconnaît l'importance de « l'aide bilatérale française » (en plus de sa participation à l'aide multilatérale de l'Union Européenne), mais il est discret sur la somme, puisqu'il se contente de rapporter que « cette aide représente environ la moitié de cette somme (de 39,58 milliards ?), et l'aide allemande 40 % de l'aide accordée par la France ». En revanche, le rapport précise que « les pays arabes sont quant à eux à l'origine d'environ 13 % de l'aide bilatérale au développement accordée à ces quatorze états méditerranéens »

Si l'origine et l'importance du financement sont imprécises, la Mission a déjà prévu la création d'une nouvelle institution, celle d'un « groupe des investisseurs de la Méditerranée (GIFMED), chargé de coordonner les financements institutionnels des projets ». Toutefois, M. Jean-Louis Guigou, lors de son audition, avait rappelé que « les financements se révèlent être trop destinés à des projets administratifs qui...ne profitent jamais directement aux habitants des pays bénéficiaires » (4).

4 – Des retombées ?

C'est ce que, trivialement, les français attendraient. C'est ce que les dirigeants politiques leur font croire lorsqu'ils tentent de justifier leur politique étrangère.

Selon le dernier rapport fait au Sénat (5), les contributions obligatoires de la France aux organisations internationales devraient représenter 836 millions d'euros en 2008. Quelles sont les « retombées » ?

D'autre part, le solde net annuel de la contribution de la France au budget 2005 de l'Union Européenne était négatif de 1,7 milliard d'euros, ce qui signifie qu'elle recevait moins qu'elle donnait.

Des « retombées » grâce au commerce avec les pays qu'elle subventionne ?

Le solde de sa balance commerciale en 2006 avec l'Algérie est négatif (moins 10 millions de dollars). Il est également négatif (moins 166 millions d'euros) avec la Tunisie. Il n'est positif qu'avec le Maroc. De même, nous achetons pour 2 milliards d'euros de pétrole à la Libye et nous lui vendons pour 430 millions de produits (6).

Le plus souvent, l'arroseuse française passe deux fois. Ainsi, selon une réponse ministérielle (7), si «L'Union européenne est le premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne : 1,5 milliards d'euro depuis 1993 », « la France a pour sa part décaissé, pour l'année 2001, 12,68 M\$ pour 24,74M\$ engagés. En 2002, les déboursements de la France se sont élevés à 15,59 M\$ ».

5- En définitive, le terme de gadget était-il bien choisi ? Examinons les synonymes proposés par un dictionnaire (8). C'est en effet un bidule, soit un objet complexe, mais ce n'est pas une bricole, compte tenu de son coût. Alors un truc, une astuce pour nous faire admettre la poursuite de la politique pro-arabe du Quai d'Orsay, mais par d'autres moyens (9)

- 1- Rapport d'information n° 449, Assemblée Nationale, décembre 2007.**
- 2- Le Figaro du 10 avril 2008.**
- 3- Ibid 1, page 75.**
- 4- Ibid 1, page 76.**
- 5- Commission des finances du sénat. N° 24 (2007-2008), 9 octobre 2007.**
- 6- Chronique de F. D'Orcival. Figaro magazine. Décembre 2007.**
- 7- Réponse ministérielle. JO 15/06/2004, page : 4430.**
- 8- Petit Robert, dictionnaire de la langue française. Edition 1991.**
- 9- « L'union pour la Méditerranée, un « machin » de plus ». Gabriel Lévy.**
Site www.atlantis.org.